

Les joailliers suisses et les “rubis de la honte” venus de Birmanie

jeudi 1er juillet 2021, par [Le Temps](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2021).

Aux mains de l’armée, le commerce des pierres précieuses birmanes profite à la junte militaire, au pouvoir en Birmanie depuis le coup d’État mené contre le gouvernement élu d’Aung San Suu Kyi, en février dernier. De nombreux joailliers suisses continuent pourtant d’utiliser les rubis, alerte le quotidien lausannois *Le Temps*.

Les rubis sang de pigeon, à la couleur rouge profond teinté d’une pointe de bleu, comptent parmi les pierres précieuses les plus rares et les plus recherchées au monde. Ils sertissent les bijoux des maisons de haute joaillerie, tels Adler, Harry Winston, Van Cleef & Arpels, Chopard ou House of Geneva, [raconte Le Temps](#). La Birmanie en est la principale exportatrice. La Suisse, l’une des plus fidèles clientes.

Entre 2016 et 2020, le pays a importé annuellement l’équivalent moyen de 24 millions de francs en gemmes birmanes. [Le coup d’État militaire, qui a renversé le gouvernement d’Aung San Suu Kyi en février dernier](#), n’a pas eu raison de ce marché juteux puisque, de janvier à mai 2021, “*la Confédération a importé pour 4 millions de francs de pierres précieuses birmanes*”.

La plupart de ces pierres sont originaires de la région de Mogok, “*la vallée des rubis*” décrite par Joseph Kessel dans son roman éponyme. Si la localité “*inconnue des hommes [règne] pourtant sur eux*”, ce sont bien [les militaires au pouvoir dans le pays](#) qui règnent sur la filière. Ils profitent de son commerce pour “*financer la répression contre les manifestants pro-démocratie*”, alerte *Le Temps*.

“Une région où rien ne se fait sans l’aval des militaires”

L’État Shan, situé dans l’est du pays, est “*fragilisé par les conflits entre l’armée et les milices ethniques depuis des décennies*”, raconte le journal. C’est là que la Myanmar Economic Corporation (MEC) et la Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL), deux conglomérats de l’armée birmane qui font l’objet de sanctions internationales, y compris en Suisse, détiennent plus de 570 permis d’exploitations minières, selon [un rapport de l’ONU publié en 2019](#).

Dans cette région stratégique, “*rien ne se fait sans l’aval des militaires*”, note Simon Billenness, à la tête de l’ONG International Campaign for the Rohingya.

“Les soldats y sont omniprésents. On les voit à l’aéroport, dans la rue, à l’entrée des mines.”

La Myanmar Gems Enterprise (MGE) est la troisième entreprise étatique implantée dans le secteur. Sanctionnée par les États-Unis et le Royaume-Uni depuis le printemps, elle délivre les permis miniers et prélève des redevances auprès des exploitants. D’après le rapport onusien, une partie de ses revenus “*finirait dans les poches de haut gradés*”.

L’empire économique de l’armée birmane

Au fil des ans, l'armée birmane s'est constitué un *"empire économique"* à travers la vente de bière, de cigarettes, de savons, la gestion de ports, d'hôtels, d'opérateurs de téléphonie mobile et la possession de deux des plus grandes banques du pays. Cette stratégie lui a permis de *"s'autonomiser de l'État"*, constate *Le Temps*.

Mais ce sont les pierres précieuses qui *"représentent l'une des principales sources de revenus de l'armée, aux côtés du pétrole et du gaz"*, estime Montse Ferrer, chercheuse chez Amnesty International :

"L'armée en dépend pour financer ses opérations."

Conscientes de ce problème, plusieurs marques de joaillerie suisses ont cessé de se fournir en Birmanie, comme Piaget et Cartier, dès 2017, ou Gübelin après le coup d'État. Les autres assurent respecter les textes internationaux en vigueur et être attachées *"au respect des droits de l'homme, de l'éthique et de l'environnement"*.

Le Temps

[Click here](#) to subscribe to ESSF newsletters in English and/or French.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/rouge-sang-les-joailliers-suisses-et-les-rubis-de-la-honte-venus-de-birmanie>